



Nouvelles économiques de Turquie d'Azerbaïdjan, de Géorgie et du Turkménistan

| 77 |



Macroéconomie, commerce et finances

Azerbaïdjan – Budget de l'Etat. Le député Rufat Guliyev a annoncé que l'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures, pourrait revoir à la hausse le budget de l'Etat. En effet, le prix du pétrole a atteint son plus haut niveau depuis 2014 : le baril (BRENT) avoisine les 80 USD (22/05). Egalement, la croissance du PIB et les recettes budgétaires au T1 2018 supérieures aux prévisions – principalement en raison du développement du secteur non-pétrolier – iraient dans le sens d'une augmentation du budget de l'Etat. Initialement, le budget de 2018 prévoyait des recettes de 20,1 Mds AZN (soit environ 10 Mds EUR) et des dépenses de 21,1 Mds AZN (soit environ 10,5 Mds AZN).

Azerbaïdjan – Croissance économique. Sur la période janvier – avril 2018, le PIB a atteint 223,0 Mds AZN (soit environ 11,6 Mds EUR), ce qui représente une hausse de 1,2% comparée à la même période l'an passé. Au total, la valeur ajoutée de la production du secteur non-pétrolier a augmenté de 2,1% en g.a., tandis que celle du secteur pétrolier a diminué de 0,1%. A noter que la valeur ajoutée de la production a augmenté dans les domaines suivants : transport et entrepôt (+9,5%), information et communication (+7,8%), hôtellerie et restauration (7,3%), agriculture, forêt et pêche (+3,5%), vente et réparation de véhicules (+2,5%), industrie (+1,1%). La valeur ajoutée de la production du secteur de la construction a quant à elle diminué de 10%.

Azerbaïdjan – Dépôts bancaires. Peter Paklin, analyste financier de l'agence de notation Moody's, a déclaré que le taux de dollarisation des dépôts bancaires s'élevait fin 2017 à 72,4%, soit le taux le plus élevé parmi les pays de la CEI. Pour rappel, le chiffre était de 75,3% en 2016. L'analyste souligne également la forte concentration des actifs du secteur : quatre établissements bancaires (Pasha Bank, International Bank of Azerbaijan, Capital Bank et Khalg Bank) contrôlent 62% des dépôts bancaires du pays. Moody's prévoit par ailleurs une reprise de l'activité de crédits aux particuliers, tirée par le retour de la croissance et la dissipation des effets des deux dévaluations de la monnaie nationale.

Azerbaïdjan – Tourisme. Sur la période janvier – avril 2018, le nombre de touristes dans le pays a augmenté de 13,4% en g.a., soit une augmentation de 847 600 personnes. Le nombre de résidents azerbaïdjanais qui ont voyagé hors de leur pays s'est élevé à 1,3 M de personnes, soit une augmentation de 1,1% en g.a.

Géorgie – Chômage. En 2017, le taux de chômage – en baisse depuis 2008 – s'est établi à 13,9%, ce qui représente une diminution de 0,1% comparée à l'année précédente. Le taux d'activité (+15 ans) et le taux d'emploi ont respectivement atteint 65,8% (-0,5 point) et 56,7% (-0,4 point). A noter que la part des travailleurs indépendants (51,7%) ne cesse de décroître (-1,5 point). Elle s'élevait à 61% en 2008.

Géorgie – Commerce extérieur. Sur la période janvier – avril 2018, le commerce extérieur de biens a atteint 3,8 Mds USD, soit une augmentation de 22,1% en glissement annuel. Les exportations se sont établies à 961,4 M USD (+22% en g.a) et les importations ont atteint 2,8 Mds (+22,2% en g.a). Les exportations – en excluant les réexportations – ont atteint 705,6 M USD (+11% en g.a). Ainsi, la balance commerciale a été déficitaire de 1,9 Md USD sur janvier – avril 2018 (-1,5 Md USD en 2017).

Turquie – Confiance des ménages. L'indicateur de confiance des ménages – déjà en territoire pessimiste depuis janvier 2017 – s'est à nouveau dégradé en mai 2018, comparé au mois précédent. Celui-ci s'est établi à 69,9, soit une baisse de 2,8% par rapport à avril 2018. En mai 2017, il s'élevait à 72,8. Dans le détail, les indices de confiance des ménages envers la situation économique générale et envers la probabilité de pouvoir épargner ont notamment enregistré une diminution de respectivement 4,2% et 5%.

Turquie – Dette externe. La dette externe à court terme a augmenté de 14% (en g.a.) au T1 2018, pour s'établir à 122 Mds USD, soit le plus haut niveau enregistré depuis juin 2015. Pour rappel, elle était de 118 Mds USD fin 2017 et de 101,5 Mds USD fin 2016.

Turquie – Dette publique. Le stock de dette publique brute augmente de 16% en avril (en g.a.) pour s'établir à 921 Mds TRY (soit 171 Mds EUR). Pour rappel, le stock de dette brute s'établissait à 760 Mds TRY fin 2016 et à 876,5 Mds TRY fin 2017.

Turquie – Estimations du taux d'inflation annuel. Selon un sondage mensuel mené par la Banque centrale, en mai 2018, l'inflation fin 2018 atteindrait 11,07%. Ce même sondage, mené en avril, tablait sur une inflation annuelle de 10,07%. Les estimations d'inflation en hausse sont supérieures aux prévisions de la Banque centrale et des organisations internationales.

Turquie – Finance islamique. Le vice-président du Département des finances de la Banque islamique de développement (BID), Zamir Iqbal, a déclaré que la Turquie disposait d'un fort potentiel pour devenir un centre mondial de la finance islamique. Z. Iqbal a notamment mis en avant la position géographique stratégique du pays et son secteur bancaire solide, en développement et soutenu par l'Etat. A noter qu'Ankara apporte un soutien à la Banque mondiale dans ce domaine et que le Centre international de développement de la finance islamique – filiale du Groupe Banque mondiale – a été ouvert à la Bourse d'Istanbul. Par ailleurs, la BID a déjà financé 483 projets en Turquie et prévoit d'accroître son soutien.

Turquie – Immobilier. La progression des prix des maisons a ralenti à 9,48% (en g.a.) au mois de mars 2018, soit à son niveau le plus bas depuis mars 2011. En outre, depuis le mois de septembre 2017, cet indicateur se trouve à un niveau inférieur à l'inflation, impliquant donc une baisse des prix en termes réels. Au mois d'avril, les ventes de maisons estimées à 103 087, ont décliné de 9,9% (en g.a.). Au cours des quatre premiers mois de l'année, les ventes de maisons aux étrangers, estimées au nombre de 7 341, ont augmenté de 25% (en g.a.). En termes de permis de construire délivrés par les mairies, au cours des trois premiers mois de 2018 par rapport à l'année précédente, le nombre, la superficie et la valeur des bâtiments ainsi que le nombre de logements ont respectivement diminué de 23,5%, 32,9%, 19,8% et 41,9%.

Turquie – Natalité. Le nombre de naissances a atteint 1,291 M en 2017, ce qui représente une baisse de 1,5% comparée à 2016. Le taux de fertilité s'est établi à 2,07 enfants par femme en 2017, soit une baisse de 0,4 point comparée à 2016.

Turquie – Rachat banque. En mai 2018, Emirates NBD a annoncé l'acquisition de la banque turque Denizbank pour 3,2 Mds USD. Le prix d'achat définitif (incluant les intérêts) avoisinera les 4 Mds USD. Ni le conseil d'administration ni le nom de la Banque ne seront modifiés. Le bénéfice de Denizbank en 2017 était de 477 M USD. En mars 2018, Denizbank a connu une croissance de 36% en g.a.. Les actifs de Denizbank sont de 169 Mds TRY (soit 36,9 Mds USD).

Turquie – Taux d'intérêt. Mercredi soir en urgence, la Banque centrale a rehaussé le taux de «*late liquidity window*», le plus haut du système de corridor, de 13,50% à 16,50%, soit de 300 pbb. En revanche les autres taux d'intérêts restent inchangés. Cette décision a eu pour effet un regain immédiat de la livre turque par rapport au dollar (appréciation de 7%). Seulement, cette appréciation a été de courte durée et la livre est repartie à la baisse le 24 mai perdant entre 4 et 5% sur la journée, annulant quasiment l'effet de la hausse des taux. Cette intervention tardive de la Banque centrale était très attendue des marchés financiers alors que la livre turque avait franchi le seuil record de 4,93 pour un dollar le 23 mai, en se rapprochant dangereusement des 5 TRY pour un dollar. L'agence Standard & Poor's avait même annoncé qu'elle pourrait baisser une nouvelle fois la note de la Turquie si cette situation se prolongeait, car elle pourrait signifier une détérioration rapide des finances de la Turquie. Pour rappel, S&P avait déjà procédé à une dégradation imprévue de la note de la Turquie à BB- le 1er mai, invoquant les risques de surchauffe de l'économie. L'agence Fitch quant à elle a récemment publié un rapport dans lequel des inquiétudes liées à l'indépendance de la Banque centrale sont évoquées, alors que le Président Erdogan a explicitement indiqué sa volonté d'intervenir davantage dans la politique monétaire s'il est réélu lors des élections présidentielles anticipées du 24 juin, lors d'une interview de Bloomberg TV à Londres.

Turquie – Taxe sur le carburant. Le gouvernement a annoncé le 17 mai son intention de réduire la taxe spéciale sur le carburant pour contrer la hausse des prix du carburant induite par l'augmentation du prix du baril et la dévaluation de la livre turque. Cette mesure s'appliquera à l'essence sans plomb, au diesel et au gaz de pétrole liquéfié.

Agriculture et industries agro-alimentaires

Azerbaïdjan – Crédits agricoles. Le Service d'Etat de gestion des projets et crédits agricoles, dépendant du ministère de l'Agriculture azerbaïdjanais a signé des protocoles de coopération avec 5 banques commerciales et 3 organismes financiers afin de faciliter l'accès des agriculteurs au financement, qui reste actuellement un problème majeur pour le secteur agricole. Le Service d'Etat prévoit d'injecter *via* ces banques 10 M AZN (5 M EUR) d'ici la fin d'année pour animer le secteur. Il propose aux agriculteurs des crédits au taux réduit (maximum 7%), de 1 000 à 200 000 AZN pour

une durée de 2 à 5 ans. Le nombre de pièces nécessaires à l'obtention des crédits a été également réduit de 15-20 à 3-4. Le Service d'Etat surveillera également avec les banques l'utilisation correcte de ces crédits par ses bénéficiaires. L'Azerbaïdjan souhaite aussi appliquer le modèle turc d'assurance agricole qui prévoit la création d'un fonds d'assurance spéciale qui serait géré par les entreprises d'assurance privées et publiques. Le décret sur les mesures supplémentaires pour le développement du secteur agricole a été signé le 11 avril 2017 par le Président de la République. Ce décret vise à améliorer les mécanismes de crédits et à mettre en place un système d'assurance flexible pour les entreprises agricoles, le secteur des assurances agricoles étant actuellement sous-développé.

Turkménistan – Coton. Le Service des douanes et de la protection aux frontières des Etats-Unis (CBP) rejettera toute expédition de coton en provenance du Turkménistan, en raison de la violation d'une loi de 2016 interdisant les produits fabriqués par des esclaves. Le coton cultivé dans l'ex-République soviétique a été désigné par le ministère américain du Travail comme « un produit issu d'une main d'œuvre esclave » gérée par les autorités turkmènes. Cette initiative américaine a été saluée à l'occasion du Forum international des droits du travail, comme une étape importante dans la lutte contre le travail forcé, destinée à « mettre fin à l'un des cas les plus flagrants de travail forcé organisé par un Etat dans le monde ».

Turquie – Estimations de la production agricole. Selon les premières estimations, les productions en 2018 de céréales et d'autres grandes cultures ainsi que de légumes devraient diminuer de respectivement 1,3% et 1,4% par rapport à 2017. La production de fruits devrait augmenter de 6,3 %. Les quantités prévues sont les suivantes : 67,2 M de tonnes pour les céréales et autres grandes cultures, 30,4 M de tonnes pour les légumes, et 22,1 M de tonnes pour les fruits.

Energie, environnement et transports

Azerbaïdjan – Mer Caspienne. Les vice-ministres des affaires étrangères des cinq pays riverains de la mer Caspienne (Russie, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Iran et Turkménistan) se sont réunis du 21 au 24 mai à Astana dans le cadre d'une session du groupe de travail chargé d'élaborer une nouvelle convention internationale susceptible de clarifier le statut légal de la mer Caspienne. Pour rappel, la question du statut de la mer Caspienne et de la répartition des ressources énergétiques présentes dans le sous-sol est à l'origine de tensions persistantes entre les Etats riverains depuis la dissolution de l'Union soviétique. Les conflits autour de la propriété des gisements d'hydrocarbures présents en zones contestées donnant périodiquement lieu à des démonstrations de force militaire en mer Caspienne. La Russie a toutefois annoncé en décembre 2017 que l'ensemble des parties est parvenue à s'entendre sur les grandes orientations d'une nouvelle convention fixant le statut de la mer Caspienne. La signature du texte devrait intervenir au mois d'août 2018 à Astana dans le cadre d'un sommet réunissant les chefs d'Etats des pays riverains.

Géorgie – Electricité. Les investissements dans le secteur électrique ont atteint 290,3 M GEL en 2017 (soit 100,6 M EUR). Ils ont été effectués dans la transmission et la répartition (47%), la distribution (41%) et dans la génération (12%) d'électricité. Les principales entreprises ayant investi sont Telasi (12,6%) et EnergoPro Georgia (28,4%).

Géorgie – Gaz naturel. La demande en gaz naturel a augmenté de 3,6% en 2017 comparée à 2016, principalement en raison d'une hausse de la consommation des ménages (+101 527 nouveaux consommateurs en 2017, soit + 9,6% en g.a). Au total, l'approvisionnement en gaz a atteint 2,34 Mds de m³ en Géorgie. La production locale ne satisfait que 0,3% de la demande. Les importations de gaz sont principalement originaires d'Azerbaïdjan (51,2%), de Russie (5,7%) et du gazoduc Sud-caucasien (35,1%). Les investissements dans le secteur gazier en Géorgie en 2017 ont été estimés à 224,5 M GEL (soit 77,7 M EUR) dans le transport (22,7%) et la distribution (77,2%). Concernant la distribution de gaz, les investissements ont été réalisés par SocarGas (83%), Sakorggaz (11%) et KazTransGas – Tbilisi (6%). Quant au transport de gaz, les sociétés qui ont investi sont Georgian Oil and Gas Corporation et Georgian Gas Transport Company.

Turkménistan – Hydrocarbures. Selon plusieurs sources officielles afghanes, une attaque armée survenue le 21 mai dans le district de Maiwand (sud du pays) a entraîné la mort de cinq démineurs travaillant sur le chantier de la portion afghane du gazoduc international TAPI. Un employé a également été enlevé par les assaillants. L'attaque n'a pour l'heure pas été revendiquée mais fragilise encore davantage la mise en œuvre du projet de gazoduc TAPI. Principalement porté par le gouvernement turkmène, le gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) est destiné à exporter jusqu'à 33 Mds de m³ en provenance du gisement de gaz naturel de Galkynysh. Le coût total de la construction de cette infrastructure est estimé à 10 Mds USD, le gouvernement turkmène ayant fait part de son intention de financer jusqu'à 85% du coût total. Toutefois, l'aggravation de la crise économique au Turkménistan pourrait à terme éroder la capacité de financement du gouvernement turkmène.

Turquie – Gaz naturel. La Banque mondiale a annoncé sa participation, à hauteur de 600 M USD, au projet d'augmentation des capacités de stockage de gaz naturel situé dans les cavités salines de Tuz Gölü (région d'Ankara).

Ce projet s'additionne aux installations existantes de stockage de gaz naturel de 1,2 Md de m³, en augmentant leurs capacités de stockage de 4 Mds de m³.

Industrie, services et innovation

Turquie – Contrats. L'un des plus grands conglomérats turcs, Ronisans Holding, a annoncé la signature de quatre accords en Russie. Les différents accords portent sur la construction d'une usine de traitement de gaz dans la région d'Amur Oblast (capacité de production de 42 Mds de m³, investissements total de 1,52 Md USD), un projet de coopération financière avec la banque russe Sberbank, la construction de stations de métro et tramway à Saint-Petersbourg (station de transfert Yuniy, station de métro Yujnaya et projet de tramway Kolpino pour un investissement total de 321 M USD) et divers projets de construction avec les Divisions administratives de Moscou (service médicaux, bureaux, complexe hôteliers, entre autres).

Turquie – Santé. Le ministère des Finances a mis en œuvre un dispositif permettant aux hôpitaux universitaires de payer leurs dettes auprès des fournisseurs d'équipements médicaux. Rencontrant des difficultés depuis des années, les fournisseurs seraient remboursés immédiatement par le ministère s'ils acceptent un rabais pouvant atteindre 27% du montant total. Estimé à 3,5 Mds de TRY (655,7 M EUR), le remboursement de cette dette par le biais de ce rabais pourrait mettre un grand nombre de fournisseurs en difficulté, notamment du fait de la chute de la livre turque et de la hausse de l'inflation. Ceux qui n'accepteraient pas cette option seraient remboursés à une échéance incertaine.

Turquie – Secteur automobile. Selon les chiffres publiés par l'Institut Statistique turc, au cours des quatre premiers mois de l'année 2018, 1,9 M de véhicules d'occasion ont été vendus (+11% en g.a.). Les ventes de véhicules automobiles et commerciaux neufs ont quant à elles chuté de 6,4% au mois d'avril et de 1,09% au cours des quatre premiers mois de l'année (en g.a.), soit 229 556 véhicules sur la période. Du fait de la hausse du taux de change EUR/TRY, des élections anticipées et de la hausse des taux d'intérêt bancaires affectant les prix des véhicules neufs, les voitures d'occasion ont davantage intéressé les acheteurs.

Turquie – Tickets restaurant. Une nouvelle réglementation concernant les tickets restaurant est entrée en vigueur le 22 mai 2018. Le taux de commission appliqué aux restaurants qui était auparavant compris entre 7 et 12%, ne peut désormais dépasser 6%. Par ailleurs, la réduction appliquée aux employeurs sera supprimée et les délais de remboursements aux restaurants seront réduits à moins d'un mois (au lieu de 4 à 5 mois). A la fin de l'année, le solde restant des tickets restaurant sera recredité au titulaire de la carte sans aucune condition.

Tableaux statistiques et graphiques

Taux de change

	28/05/2018 <i>(jour)</i>		28/04/2018 <i>(1 mois)</i>		28/12/2017 <i>(6 mois)</i>		28/05/2017 <i>(1 an)</i>	
	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD
TRY	5,3380	4,5911	4,904	4,0435	4,5126	3,7798	4,0003	3,5776
AZN	1.9906	1,7	2.059	1,7	2.0259	1,7001	1.9062	1,702
GEL	2.9044	2.4805	2.9762	2.4617	3.0759	2.5876	2.7114	2.4172

Prévisions conjoncturelles

	Prévisions de croissance						Prévisions d'inflation					
	Turquie		Azerbaïdjan		Géorgie		Turquie		Azerbaïdjan		Géorgie	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
FMI	4,4% <i>Avr.18</i>	4,0% <i>Avr.18</i>	2,0% <i>Avr.18</i>	3,9% <i>Avr.18</i>	4,5% <i>Avr.18</i>	4,8% <i>Avr.18</i>	11,4% <i>Avr.18</i>	10,5% <i>Avr.18</i>	7,0% <i>Avr.18</i>	6,0% <i>Avr.18</i>	3,6% <i>Avr.18</i>	3,0% <i>Avr.18</i>
Banque Mondiale	3,5% <i>Jan.18</i>	4,0% <i>Janv.18</i>	0,9% <i>Janv.18</i>	1,5% <i>Janv.18</i>	4,2% <i>Jan.18</i>	4,7% <i>Janv.18</i>	N.D	N.D	5,0% <i>Jan.18</i>	N.D	N.D	N.D
Commission Européenne	4,7% <i>Mai.18</i>	4,2% <i>Mai.18</i>	N.D	N.D	N.D	N.D	10,9% <i>Mai.18</i>	9% <i>Mai.18</i>	N.D	N.D	N.D	N.D
OCDE	5,3% <i>Mars.18</i>	4,7% <i>Nov.17</i>	N.D	N.D	N.D	N.D	9,9% <i>Nov.17</i>	8,9% <i>Nov.17</i>	N.D	N.D	N.D	N.D
Gouv	5,5% <i>Mars.18</i>	5,5% <i>Mars.18</i>	1,5% <i>Dec.17</i>		4,5% <i>Jan.18</i>		7,0% <i>Mars.18</i>	6,0% <i>Mars.18</i>	8,0% <i>Dec.17</i>			
Banque centrale	4,2% <i>Nov.17</i>	N.D		N.D	4,5% <i>Nov.17</i>		7,9% <i>Feb.18</i>	6,5% <i>Feb.18</i>	7,0% <i>Dec.17</i>		3,0% <i>Nov.17</i>	

Credit default swap (Turquie) sur les 3 derniers mois (Bloomberg HT)



Calendrier

- **21 Juin, Paris** : Conférence de presse internationale du Sommet de l'Élevage à l'Ambassade de Turquie

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Ankara (adresser les demandes à ankara@dgtrésor.gov.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional

Adresse : B.P. n° 1
Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21, Asansör E,
n°444, Kat.6, Kavaklıdere
Ankara 06680, TURQUIE

Directeur de la publication : Daniel GALLISSAIRES

Revu par : Jules PORTE et Camille CHABE
Avec les contributions de : Laure BORDAZ,
Camille CHABE, Alexandre JOAO, Rashad ALIYEV,
Bozkurt ÖZSEREZLI, Berat DURMUS,
Burcu DEMIRDAG, Ioulia SAUTHIER, Léa OZDAL.

Version du 28 mai 2018.

Crédits photographiques :

Pinterest
Pixabay
Ekonomik Servisi
Enerji Haber